



**Collectif Déstocamine**  
2, rue de Lucelle  
68310 WITTELSHEIM

☎ 03 89 57 72 54  
[www.destocamine.fr](http://www.destocamine.fr)

**A**  
**Madame Delphine Batho**  
Ministre de l'Environnement  
246, bd Saint-Germain  
75707 Paris

**Objet :** Votre rencontre avec le Préfet du Haut-Rhin le 5 octobre

Wittelsheim, le 27 septembre 2012

Madame la Ministre,

Nous avons appris très récemment votre rencontre du 5 octobre 2012 avec Monsieur Alain Perret, Préfet du Haut-Rhin, au sujet de l'avenir des 44000 tonnes déchets hautement toxiques, stockés dans une ancienne mine de sel à Wittelsheim (Haut-Rhin), sous la nappe phréatique du Rhin.

Malgré la lenteur de l'avancement de ce dossier (10 ans d'inertie), nous ne perdons pas espoir quant à une solution soutenable pour les générations futures, des conséquences de ce site.

Le Collectif "Déstocamine" lutte depuis des mois pour la mise oeuvre de la remontée de ces déchets, telle que prévue par arrêté préfectoral, alors que le liquidateur soutient la solution de l'enfouissement, solution de court terme, allant à l'encontre des directives européennes en matière de gestion des déchets, du principe de précaution et de la directive cadre sur l'eau.

Une pétition en ce sens a d'ailleurs été déposée auprès des instances européennes, actuellement en cours d'examen, mais d'ores et déjà jugée recevable.

Nous avons une connaissance du dossier Stocamine ainsi que de l'historique depuis la création de cette entreprise en 1999, et nous siégeons à la CLIS. Aussi nous souhaitons apporter notre éclairage dans votre débat, dans une démarche de démocratie et de participation citoyenne, mise en exergue par notre nouveau gouvernement.

De ce fait, le Collectif vous demande de bien vouloir accepter que nous, les porte-paroles du Collectif, puissions faire partie de la délégation aux côtés de Monsieur le Préfet lors de votre rencontre le 5 octobre 2012.

Dans l'espoir que notre requête soit prise en compte, veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le Collectif , les porte-paroles

Etienne Chamik et Yann Flory